

Soirée débat Alliance Centriste

« Le Grand Paris »

Mercredi 17 février 2010

- **Daniel CAYOL**, Président de Rassembler les Centristes à Paris, élu du Centre au Conseil du 14^e Arrondissement ouvre le débat. Les questions sont multiples : faut-il simplifier les structures, décentraliser ou reconcentrer les compétences ? **Benoît PERNIN**, chargé du projet régional d'Alliance Centriste place le débat sous le signe de l'innovation et de la créativité. **Michel LOPEZ**, Président d'Alliance Centriste de Paris présente les intervenants.

- **Frédéric GILLI**, directeur délégué de la chaire ville de Sciences Po, souligne l'urgence d'agir. La place mondiale de Paris n'est pas définitivement acquise.
 - Le rapport de Paris au monde a profondément évolué.
 - Les centres de décision et de production économiques sont éclatés.
 - Les « villes monde » sont elles dominantes à cause de la diversité de leur tissu industriel ou parce qu'elles sont spécialisées ?
 - Les aménageurs courent après le développement de la métropole sans le rattraper, ainsi, on subit, plus qu'on ne provoque son évolution. Il faut donc anticiper pour inventer la métropole de demain.
 - L'enjeu est de mettre en place la gouvernance qui permettra de se projeter à 40 ans et de ne pas se contenter à répondre aux besoins les plus urgents.

- **Jean-Christophe FROMENTIN**, maire de Neuilly s/ Seine, relève plusieurs constats :
 - Veillons à nous positionner sur des filières sur lesquelles nous sommes incontournables, sur lesquelles nous avons un « ADN » : agroalimentaire, industrie du luxe... Le danger est la banalisation de notre territoire.
 - Renforçons la solidarité des territoires. Il faut travailler sur de nouveaux modèles pour réduire la fracture des territoires, par exemple en mesurant l'accès aux services publics au niveau de l'espace global et non par rapport à l'espace communal.

- **Philippe LAURENT**, maire de Sceaux, Vice-Président de Paris Métropole, observe que les grands investissements d'aménagement ont fortement diminué depuis trente ans.
 - Paris Métropole est une structure officielle, lieu de discussion, d'analyse et de partage entre les élus de l'agglomération qui permet de dépasser les clivages habituels.

- Nous sommes très en retard par rapport à d'autres agglomérations françaises sur les enjeux de cohérence et de solidarité territoriale.
 - La vision de Nicolas SARKOZY sur le Grand Paris n'est pas très claire. Les projets de transport ne répondent que partiellement aux besoins de la population. Il faudra légiférer pour organiser les pouvoirs publics au sein de la région. Rien ne se fera sans l'Etat, ni les communes.
- **Antonio DUARTE**, architecte, Président de l'association du Grand Paris, présente la mission de l'association : faire du lobbying auprès des élus pour défendre les intérêts des citoyens de l'agglomération, dans une optique de développement durable.
 - Certains critères de qualité de vie, essentiels pour rendre le territoire attractif, ne sont pas assez pris en compte.
 - Le projet de Nicolas SARKOZY souffre d'un problème de méthode. Il s'est construit à partir d'une carte blanche et non d'un réel constat partagé.
 - Les ghettos sociaux ont un coût énorme, financièrement et en termes d'image. S'attaquer à eux doit être une priorité
 - Sur les transports, faire deux rocade de métro pour compléter le réseau en rocade.
 - L'association plaide pour une suppression des départements franciliens et un transfert des compétences au Grand Paris.
 - Philippe LAURENT plaide en faveur de la mutualisation de ressources plutôt que pour la péréquation, qui traite le mal sans le guérir.
 - A une question sur les transports, Frédéric GILLI répond qu'il y a un enjeu fort d'interopérabilité des réseaux de transport. Antonio DUARTE ajoute que le STIF n'a pas une compétence globale sur tous les transports, notamment les transports logistiques. Philippe LAURENT estime que l'enjeu est de mailler la banlieue comme l'est la ville de Paris.
 - Sur la question du financement du Grand Paris, Jean-Christophe FROMENTIN pense qu'il faut commencer par faire des économies en réduisant les superpositions d'interventions diverses. L'économie globale passe par une bonne gouvernance, une vision globale, une fiscalité adaptée.
 - Sur les causes de ce retard de 30 ans, Frédéric GILLI évoque les relations conflictuelles entre un Etat qui veut contrôler, décider, mais qui n'en n'a pas les moyens et les collectivités locales. De plus, Paris a entretenu des relations très difficiles avec la province.

- Il manque une ambition qui implique les citoyens. Le sentiment d'appartenance est insuffisant pour créer une dynamique.
- La suppression du département de la Seine a probablement été une erreur. Il va falloir mutualiser.
- Michel LOPEZ résume la réunion en évoquant les deux méthodes, centralisatrice ou collaboratrice (cf intervention complète ci-après). L'ambition de l'Alliance Centriste se heurte aujourd'hui à l'attitude du Nouveau Centre et du MODEM, les prochaines élections régionales pourraient entraîner une recomposition.